

Unité Bidépartementale Eure Orne
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le
28/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



SMURFIT KAPPA FRANCE

23, rue de l'Industrie
BP 803
27950 ST MARCEL

Références :
Code AIOT : 0005801774

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE implanté 23, rue de l'Industrie BP 803 27950 ST MARCEL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le préfet de l'Eure a validé la réalisation d'un contrôle multi-thématique sur une masse d'eau sensible : la Seine.

Ce contrôle s'est déroulé le mardi 11 octobre 2022 sur le secteur de la Seine, de l'aval de Vernon à Aubevoye. Il avait pour objectifs, suivant la circulaire ministérielle du 22 août 2017, d'une part, de mieux coordonner l'action des services de l'État et de ses établissements publics, et d'autre part, d'agir sur une masse d'eau.

Plus d'une vingtaine d'inspecteurs de l'environnement ont été mobilisés (DREAL-UBDEO, DDTM, DDPP, DREAL-SRN, DRAAF, ARS, OFB et DRIEAT). Les thématiques de contrôles ont été variées : lutte contre les pollutions urbaines, rejet aqueux des ICPE (industrielles et agricoles), directive nitrates, usage des pesticides, évaluation des incidences NATURA 2000, eau potable, ouvrage hydraulique... L'idée étant de toucher l'ensemble des usagers (industriels, agriculteurs, collectivités, artisans ou particuliers) sans en stigmatiser une catégorie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT KAPPA FRANCE
- 23, rue de l'Industrie BP 803 27950 ST MARCEL
- Code AIOT : 0005801774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société Smurfit Kappa à une activité de fabrication de carton ondulé et d'impression.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle inopiné des rejets aqueux dans le cadre du contrôle inter-services MISEN du 11/10/2022 sur le secteur de la Seine

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.2	/	Sans objet
2	Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
3	Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le laboratoire de contrôle n'a pas installé son matériel et effectué de prélèvement. En effet, le jour de l'inspection inopinée la station de prétraitement des eaux industrielles (rejet par "bachée") est à l'arrêt par manque d'agents de floculation. De ce fait les cuves de stockage d'eaux chargées sont pleines et un stockage intermédiaire via des "GERV" sans rétention à été mis en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Extraits : Les dispositifs de mesure de débit en continu devront être conformes aux normes en vigueur et respecter les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Ils seront équipés d'enregistreurs et de totalisateurs. Les installations de mesure devront être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel. Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité de l'organe de mesure ou de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs. Ils devront également faire l'objet d'un suivi métrologique rigoureux et documenté. Ce suivi métrologique peut être réalisé par une mesure comparative exercée sur site (débitmètre, jaugeage...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité. Les enregistreurs et les totalisateurs devront également être conformes aux normes en vigueur. Les installations de comptage doivent être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel.
Constats : Les installations de mesure ,es installations de comptage et leur implantation sont accessibles. L'exploitant à justifié de l'entretien périodique et du suivi métrologique du débitmètre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Conception
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
Constats : Le canal mesure est un canal venturi. L'installation est conforme et dans un état de propreté satisfaisant. Les instruments de mesures pour les paramètres in situ (T°, pH,) font l'objet d'un entretien et suivi métrologique.
Observations : Un registre de nettoyage (avec enregistrement) du canal venturi est mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : Le préleveur automatique, le pH-mètre, le débitmètre ultrason ont fait l'objet d'un contrôle métrologique.
Observations : Le contrôle des capteurs et équipements de la station de pré-traitement sont fonctionnels et conformes (rapport de contrôle métrologique iJiNUS n° RC220901-rév0)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Pose matériel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Dans la cadre du contrôle inter-service MISEN, un contrôle inopiné des rejets industriels du site est réalisé afin de vérifier la cohérence des résultats de l'autosurveillance effectuée par l'industriel et de vérifier l'état de conformité de ces rejets vis-à-vis des valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ce contrôle est opéré dans des conditions normalisées. Le laboratoire de contrôle n' a pas installé son matériel et effectué de prélèvement. En effet, le jour de l'inspection inopinée la station de prétraitement des eaux industrielles (rejet par "bâchée") est à l' arrêt par manque d'agents de floculation . De ce fait les cuves de stockage d'eaux chargées sont pleines et un stockage intermédiaire via des "GRV" sans rétention à été mis en place L'exploitant veillera à la bonne gestion des produits de prétraitement afin d'éviter la rupture de stock de celui ci et de stocker une quantité d'eaux chargées à traiter hors des cuves prévues à cet effet même si sur surveillance renforcées contre les rejets accidentels est mise en place.
Observations : Bien qu'une surveillance renforcées contre les rejets accidentels est mise en place, l'exploitant veillera à la bonne gestion des produits de prétraitement afin d'éviter la rupture de stock de celui ci et de stocker une quantité d'eaux chargées à traiter hors des cuves prévues à cet effet. De plus, il est demandé à l'exploitant la dernière version signé de la convention d'autorisation de rejet des eaux usées (convention spéciale de déversement) passé entre l'entreprise, la commune (ou groupement de communes) et l'exploitant du système d'assainissement réseau.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet